

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEVENNES DECHETS

3 Rue de la Judie
30100 Alès

Références :
Code AIOT : 0018100022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement CEVENNES DECHETS implanté 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 Alès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle inopiné intervient dans le cadre d'une action régionale de contrôle de la traçabilité des déchets expédiés depuis les installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, ..., et de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEVENNES DECHETS
- 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 Alès
- Code AIOT : 0018100022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation actuelle est implantée sur le site de l'ancienne usine de la société des Acieries et Forges de Tamaris, repris par la société Fort Tamaris en 1984, et enfin par la société ALTEIRAC (fabricant de matériels de mines et carrières) jusqu'en 1998. L'activité est implantée au nord de l'agglomération

alésienne, en continuité immédiate des logements collectifs du quartier des cévennes et à environ 250 mètres à l'est de la rivière « Le Gardon ».

La SCI « La glacière », gérée par M. Denis BOUDON a acquis les terrains concernés par la présente activité sur les parcelles numéros 180, 183, 202, 203, 211, 212, 214, et 225, section D du plan cadastral en vigueur à cette époque, représentant 5,5 hectares .

La société CEVENNES DECHETS a été autorisée, par arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés (D.M.) et de déchets industriels et commerciaux banals (D.I.B.), de transit de déchets industriels spéciaux (D.I.S.) et une plate-forme de compostage de déchets verts.

Les déchets autorisés en centre de tri sont :

- les D.I.B. tels que les métaux, ferrailles, bois, végétaux, plastiques, papiers et cartons ;
- les D.M. tels que les emballages cartons, papiers, bouteilles plastiques, briques alimentaires et boîtes métalliques. Ils proviennent des communes du bassin alésien (25 km autour d'Alès) pour une population de 136000 habitants (Insee 1999);
- les D.I.S. tels que les batteries, peintures, solvants, diluants, fûts métalliques, et plastiques souillés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets sortants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	transfert déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
7	transfert déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé de façon inopinée a conduit l'inspection à constater que certaines informations du registre des déchets sortants sont manquantes, notamment celles identifiant les transporteurs qui prennent en charge ces déchets et celles afférentes aux installations de destination finale de ces déchets, et que la procédure d'information prévue par le règlement (CE) 1013/2006 n'est pas correctement appliquée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
Constats : Il a été constaté la présence d'un registre chronologique des déchets sortants tenu à jour par l'exploitant sous format numérique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre : date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
Constats : Le contrôle du registre des déchets sortants a porté sur la période du 01/01/2023 au 22/02/2023. L'exploitant a transmis en direct les extractions de ces données à l'inspection. Il a été constaté sur le registre la présence des dates d'expédition des déchets depuis le site pour toute cette période
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre : dénomination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
<p>Constats : Le contrôle du registre des déchets sortants a porté sur la période du 02/01/2023 au 22/02/2023.</p> <p>Sur cette période, il a été constaté que le registre des déchets sortants contenait les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet : sur la période contrôlée, les matières indiquées sur le registre étaient les suivantes: Agrégats 080 et 0200, Balles collecte sélective, bois broyé, boites aluminium, Bois classe A et B, boues d'usinage, carton A4 et A5, DIB mélange, DIB valorisable et non valorisable, encombrant, plaquettes de bois, refus de tri, , végétaux broyés qui sont des déchets autorisés en transit sur cette installation (rubriques autorisées: 2713, 2714 et 2715) <p>Cependant, des DIB indiqués comme valorisable sont envoyés pour élimination en ISDND. Il ne sont donc pas valorisable et il faut corriger la dénomination.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les codes des déchets sortants : sur la période contrôlée, les codes indiqués pour ces déchets (12 01 15, 15 01 06, 17 01, 17 09 04, 19 12 03, 19 12 07, 19 12 02 ,19 12 12, 20 01 01), correspondent à la dénomination des déchets indiquée au regard de la classification des déchets définie à l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; <p>Cependant environ 30 % des sorties n'ont pas de code déchet renseigné.</p> <ul style="list-style-type: none"> - il n'y a pas eu de déchets dangereux en transit sur le site (POP non autorisés sur ce site); - la quantité de déchet sortant en tonne. <p>L'inspection a constaté également que les déchets présents dans la zone d'entreposage des lots en attente d'expédition lors de la visite pouvaient correspondre à la dénomination, aux quantités et aux codes déchets indiqués dans l'extrait du registre transmis à l'inspection.</p> <p>Les constats réalisés sont considérés comme en partie conformes mais ne sont pas exhaustifs. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.b de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé susceptibles de suites s'ils ne sont pas corrigés rapidement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Registre : gestion et transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
Constats : <ul style="list-style-type: none">- il n'y a pas d'éco-organisme renseigné.- Il n'y a pas la raison sociale , le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement.- Il y a la raison sociale du courtier ou du négociant, lorsque le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; mais ces informations sont renseignées à la place de la destination finale. Il manque le numéro SIRET du courtier ou du négociant et le numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.d de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé susceptibles de suites s'ils ne sont pas corrigés rapidement..</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Registre : destination du déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Pour les sorties vers la France :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a la raison sociale, l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié mais il manque le SIRET; - Il n'y a presque jamais le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - Il n'y a presque jamais la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; <p>Pour les sorties vers l'Espagne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a l'adresse du négociant qui est renseignée à la place de la destination finale et il manque le nom l'adresse et le SIRET de l'installation de destination. - Il n'y a pas le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets mais ce code est toujours R13. Ce n'est pas cohérent. - Il n'y a pas la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.e de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé susceptibles de suites s'ils ne sont pas corrigés rapidement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, RÈGLEMENT (CE) N o 1013/2006 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 3 Cadre de procédure général [...]</p> <p>2. Sont soumis aux exigences générales en matière d'information fixées à l'article 18, les transferts ayant pour objet les déchets suivants destinés à être valorisés, si la quantité de déchets transférés est supérieure à 20 kilogrammes:</p> <p>a) les déchets figurant à l'annexe III ou III B;</p> <p>b) les mélanges, pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans l'annexe III, d'au moins deux déchets énumérés à l'annexe III, à condition que la composition de ces mélanges ne compromette pas leur valorisation dans le respect de l'environnement, et à condition que ces mélanges figurent à l'annexe III A, conformément à l'article 58.</p> <p>Pour les transferts de déchets à l'intérieur de l'Union, la rubrique B3011 de la convention de Bâle ne s'applique pas et est remplacée par la rubrique suivante :</p> <p>EU3011 - Déchets plastiques (voir la rubrique connexe AC300 dans la partie II de l'annexe IV et la rubrique connexe EU48 dans la partie I de ladite annexe): les déchets plastiques suivants, à condition qu'ils soient presque exempts de contamination et d'autres types de déchets (3):</p> <ul style="list-style-type: none"> — déchets plastiques constitués presque exclusivement (1) d'un polymère non halogéné, comprenant, mais sans s'y limiter, les polymères suivants : <ul style="list-style-type: none"> — polyéthylène (PE) — polypropylène (PP) — polystyrène (PS) — acrylonitrile butadiène styrène (ABS) — poly(téréphtalate d'éthylène) (PET) — polycarbonates (PC) — polyéthers — déchets plastiques constitués presque exclusivement (1) d'une résine ou d'un produit de condensation dans leur forme durcie, comprenant, mais sans s'y limiter, les résines suivantes : <ul style="list-style-type: none"> — résines urée-formaldéhyde — résines phénol-formaldéhyde — résines mélamine-formaldéhyde — résines époxy — résines alkydes — déchets plastiques constitués presque exclusivement (1) d'un des polymères fluorés suivants (2): <ul style="list-style-type: none"> — perfluoroéthylène/propylène (FEP) — alcoxyalcanes perfluorés — tétrafluoroéthylène/éther de vinyle perfluoré (PFA) — tétrafluoroéthylène/éther de méthylvinyle perfluoré (MFA) — polyfluorure de vinyle (PVF) — polyfluorure de vinylidène (PVDF) — polytétrafluoroéthylène (PTFE) — polychlorure de vinyle (PVC) <p>(1) Les spécifications internationales et nationales peuvent offrir un point de référence pour l'interprétation de l'expression « presque exclusivement ».</p> <p>(2) À l'exclusion des déchets produits après l'étape de consommation</p>

La ligne directrice n°12 des correspondants (CE) précisant la compréhension commune des États membres de l'UE sur la façon dont le règlement (CE) n° 1013/2006 s'applique aux transferts de déchets plastiques :

"3.1 Interpretation of the terms "almost free from contamination and other types of wastes" and "almost exclusively consisting of", for indents in entries B3011 and EU3011 to which both terms apply

20. For the first indent of entry B3011 and the first three indents of entry EU3011, the terms "almost free from contamination and other types of wastes" and "almost exclusively consisting of" apply together. As a common understanding of the Correspondents, it has been agreed that, for these indents, this means that:

(a) in a consignment of plastic waste classified under entry B3011, the content of contamination, other types of wastes or non-halogenated polymers, cured resins or condensation products, or fluorinated polymers other than the one non-halogenated polymer, cured resin or condensation product, or fluorinated polymer that makes up the bulk of the plastic waste should not exceed a total maximum of 2 % of the weight of the consignment;

(b) in a consignment of plastic waste classified under entry EU3011, the content of contamination, other types of wastes¹³ or non-halogenated polymers, cured resins or condensation products, or fluorinated polymers, other than the one non-halogenated polymer, cured resin or condensation product, or fluorinated polymer that makes up the bulk of the plastic waste should not exceed a total maximum of 6 % of the weight of the consignment."

Constats :

Sur la période du 02/01/2023 au 22/02/2023, il est constaté que 304 tonnes des refus de tri en vrac (code déchet 19 12 04) ont été expédiées vers l'Espagne via le mandataire WASTE PREVENTION SL (Plaça Vella, 8-10 3r 3a 08221 Terrassa ESPAGNA). La procédure d'information a été utilisée. L'inspection a consulté les annexes VII liées au 14 chargements.

L'exploitant a déclaré que ces plastiques mélangés sont destinés à faire du CSR en Espagne. L'exploitant a fourni à l'inspection une caractérisation de ces déchets (81,56 % de POLYÉTHYLÈNE. BASSE DENSITÉ et 15,82% d'autres plastiques)

Ainsi, il n'est pas possible de confirmer que les déchets ainsi exportés relèvent effectivement du code déchet européen EU3011 utilisé dans les annexes VII sans que les 15.82% d'autres plastiques ne soient précisés. En effet, la caractérisation actuelle ne permet pas de connaître la nature de ces plastiques.

Dans ces conditions, une procédure de notification aurait dû être mise en œuvre.

Ce constat constitue une non conformité à l'article 3 du règlement n°1013/2006 du 14/06/2006 du parlement européen.

L'exploitant doit immédiatement cesser ces exportations en attente de régulariser la situation par une procédure de notification ou démontrer par une nouvelle caractérisation que ces déchets correspondent bien au code déchet européen EU3011 utilisé dans les annexes VII.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, RÈGLEMENT (CE) N o 1013/2006 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : CHAPITRE 2 Exigences générales en matière d'information Article 18</p> <p>Déchets devant être accompagnés de certaines informations</p> <p>1. Les déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4, destinés à être transférés sont soumis aux exigences de procédure suivantes: a) Afin de faciliter le suivi des transferts de ces déchets, la personne relevant de la compétence du pays d'expédition qui organise le transfert veille à ce que les déchets soient accompagnés du document figurant à l'annexe VII. b) Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question.</p> <p>2. Le contrat visé à l'annexe VII conclu entre la personne qui organise le transfert et le destinataire concernant la valorisation des déchets doit être effectif dès le début du transfert et prévoit, lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou a été effectué de manière illégale, l'obligation pour la personne qui organise le transfert ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de mener le transfert des déchets ou leur valorisation à son terme (par exemple, est insolvable), pour le destinataire, de: a) reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation par d'autres moyens; et b) prévoir, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle.</p> <p>À la demande de l'autorité compétente concernée, la personne qui organise le transfert ou le destinataire sont tenus de produire une copie du contrat.</p> <p>Constats : Sur la période du 02/01/2023 au 22/02/2023, il est constaté que 304 tonnes des refus de tri en vrac (code déchet 19 12 04) ont été expédiés vers l'Espagne via le négociant WASTE PREVENTION SL (Plaça Vella, 8-10 3r 3a 08221 Terrassa ESPAGNA). La procédure d'information a été utilisée. L'inspection a consulté les annexes VII liées au 14 chargements. L'exploitant a déclaré que ces plastiques mélangés sont destinés à faire du CSR en Espagne.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un contrat entre lui-même et le négociant WASTE PREVENTION SL. Cependant, il aurait dû être en mesure de transmettre à l'inspection le contrat qui lie le négociant WASTE PREVENTION SL avec l'exutoire final ECOLOGIA Y VERTIDOS BAJO CINCA SL (POL11 Partida Vincamet 2250 FRAGA EXPANA).</p> <p>L'exploitant n'a pas produit l'attestation de traitement final réalisé par ECOLOGIA Y VERTIDOS BAJO CINCA SL (POL11 Partida Vincamet 2250 FRAGA EXPANA).</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 18 du RÈGLEMENT (CE) N o 1013/2006 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours